

**APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N° 03/2024**

CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES

**ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE
MANAGEMENT DE LA SECURITE DE L'INFORMATION (SMSI) AU
SEIN DE L'INPPPLC ET L'ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN
CONFORMITE AVEC LA LOI 05-20 ET LA DIRECTIVE NATIONALE
DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION (DNSSI), EN LOT
UNIQUE**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du
paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPPLC
tel qu'il a été modifié et complété.*

ME

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur Offres de prix (séance publique), en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC tel qu'il a été modifié et complété.

ENTRE :

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) sise à Immeuble HIGH-TECH Hall B Avenue Annakhil, 4^{ème} et 3^{ème} étage Hay Ryad- Rabat, dûment représentée par Monsieur Mohammed Bachir RACHDI en sa qualité de Président.

Ci-après désignée par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « L'INPPLC » ou « MAITRE D'OUVRAGE » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

La société

Représentée par Monsieur (Madame).....En qualité de

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Identifiant fiscal :

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

2. Cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°.....

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention) :

- Membre 1 :

M. qualité

Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

N° de patente

Registre de commerce desous le n°.....

Identifiant fiscal :

Affilié à la C.N.S.S sous le n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)

Ouvert auprès de

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

- **Membre n :**

(Servir les renseignements le concernant)

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

4. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur : M :

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

CNIE:.....

Taxe professionnelle n°

N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

5. Cas d'une coopérative ou union de coopératives

La sociétéreprésentée par M :

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de local des coopérativesSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	2
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	5
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE :.....	6
ARTICLE 6 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	7
ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	7
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 10 : SUPERVISION DE LA PRESTATION.....	8
ARTICLE 11 : APPRECIATION DES LIVRABLES.....	8
ARTICLE 12 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DU PRESTATAIRE	9
ARTICLE 13 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL.....	10
ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	10
ARTICLE 15 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE.....	10
ARTICLE 16 : RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 18 : LIEU & DELAI D'EXECUTION	12
ARTICLE 19 : COMMENCEMENT DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 20 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX.....	12
ARTICLE 21 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	13
ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 23 : OCTROI D'AVANCES.....	14
ARTICLE 24 : ASSURANCES – RESPONSABILITES	14
ARTICLE 25 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	14
ARTICLE 26 : MODALITES DE REGLEMENT	14
ARTICLE 27 : PENALITES POUR RETARD	15
ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE	15
ARTICLE 29 : ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE	15
ARTICLE 30 : DROIT DE PROPRIETE.....	16
ARTICLE 31 : CAS DE FORCE MAJEURE.....	16
ARTICLE 32 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC.....	16
ARTICLE 33 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	16
ARTICLE 34 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITION DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC	16
ARTICLE 35 : REGLEMENT DE LITIGES ET LOI APPLICABLE AU MARCHE	16
ARTICLE 36 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	17
ARTICLE 37 : RECOURS AUX EXPERTS NATIONAUX	17
CHAPITRE 2 : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	18
ARTICLE 38 : DEFINITION DE LA PRESTATION	18
ARTICLE 39 : OBJECTIFS	18
ARTICLE 40 : CONTEXTE GENERAL ET PERIMETRE DU PROJET	18
ARTICLE 41 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	19
ARTICLE 42 : DEROULEMENT DES MISSIONS.....	19
ARTICLE 43 : LIVRABLES DE LA PRESTATION	25
ARTICLE 44 : BORDEREAUX DES PRIX	26

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI) en lot unique.**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent à mettre en place un SMSI (Système de Management de la Sécurité de l'Information et à assurer la conformité avec la DNSSI (Directive Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information) et la loi 05-20 pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, la Prévention et la Lutte contre la Corruption (INPPLC).

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres ouvert est appelé à réaliser les 3 phases suivantes :

- **Phase 1 : Réalisation des audits ;**
- **Phase 2 : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures ;**
- **Phase 3 : Finalisation de la mise en place du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) et accompagnement à la mise en place des recommandations.**

Les spécifications techniques des prestations susvisées sont explicitées au niveau du chapitre 2 du présent CPS.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3- L'offre technique ;
- 4- Le bordereau du prix global ;
- 5- La décomposition du montant global ;
- 6- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le Décret n°2-01-2332 du 22 rabii 1 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ :

Le Prestataire est soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du chef de gouvernement vn°3-302-15 (17 décembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- Le Décret Royal n°2-01-2332 du 22 Rabi I 1423 (4 Juin 2002) approuvant le cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G - EMO) applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 4 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-EMO.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-EMO.

ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications prévues à l'article 17 du CCAG-EMO seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.
2. Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est le **Président de l'INPPLC**.
3. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
5. Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
6. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : SUPERVISION DE LA PRESTATION

La réalisation des prestations se fera sous la supervision d'un Comité de suivi désigné par décision du maître d'ouvrage. Ce comité assurera le suivi d'exécution de la présente prestation, notamment en :

- Supervisant le bon déroulement du projet, et prenant les arbitrages nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs du projet ;
- Facilitant et organisant les relations avec les intervenants ;
- Validant les rapports et documents élaborés par le titulaire du marché.

Ce comité constitue une structure d'orientation et de décision qui traite à fréquence régulière les éléments suivants :

- La validation du planning détaillé élaboré par le prestataire ;
- Le suivi du planning du projet et son déroulement ;
- La validation des ressources affectées au projet ;
- Le contrôle du respect des objectifs ;
- Le suivi de la livraison et la validation des livrables ;
- Le contrôle et la validation des jalons d'avancement du projet.

Des réunions de travail entre le comité de suivi désigné par l'INPPLC et le comité du projet contractuel du titulaire peuvent être déclenchées à tout moment afin de réaliser des ajustements techniques.

ARTICLE 11 : APPRECIATION DES LIVRABLES

A l'issue de chaque phase, le maître d'ouvrage procède à l'examen des livrables produits par le titulaire du marché. A chaque fois, le maître d'ouvrage se réserve un délai pour appréciation. Ce délai est de dix jours (10 jours) ouvrables pour chaque phase.

Chaque délai précité est décompté à partir de la date de la remise, par le titulaire, des livrables de la phase concernée.

Durant chaque délai, le maître d'ouvrage doit :

- Soit accepter les livrables sans réserve ;
- Soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du CPS et aux règles de l'art et ce, dans un délai de 10 jours à compter de la date de notification des remarques soulevées par le comité de suivi ;
- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé des livrables pour insuffisance grave dûment justifiée.

En cas de refus, le titulaire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage, dans un délai de 10 jours, les nouveaux livrables et la procédure décrite, ci-dessus, est réitérée et ce, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Dans tous les cas, les frais de reprise sont entièrement à la charge du titulaire.

En cas d'acceptation des livrables d'une phase, le maître d'ouvrage prononce son approbation et ordonne au titulaire, par écrit, d'exécuter les prestations de l'étape suivante.

Les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour approuver les livrables ne sont pas compris dans le délai d'exécution du marché.

ARTICLE 12 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DU PRESTATAIRE

Le titulaire du marché objet du présent appel d'offres devra affecter à cette étude, une équipe de travail choisie pour ses compétences, sa connaissance et son expérience dans le domaine objet de la présente prestation. L'équipe doit comprendre un chef de projet et quatre (4) consultants et le prestataire devra fournir les **CV(s) détaillés des intervenants**.

Le chef de projet et les consultants seront chargés notamment des tâches de conduite de projet, de conception, de réalisation et de déploiement en mettant en œuvre leurs expertises et leurs compétences au profit de l'Instance.

L'équipe en question doit être pluridisciplinaire, compétente et les intervenants doivent avoir une expérience confirmée dans des projets similaires.

En particulier, le chef de projet devra :

- Avoir une expérience pertinente dans la conduite de projets de consistance similaire à l'objet de la présente prestation et doit être qualifié en audit organisationnel ;
- Avoir une formation de niveau Bac+5 au minimum ;
- Avoir une expertise confirmée et probante de plus de 5 ans, dans le domaine de l'audit de sécurité des systèmes d'information ;
- Avoir des certificats en management, sécurité informatique et assistance.

Les intervenants proposés par le titulaire et acceptés par le maître d'ouvrage lors de l'analyse des offres des concurrents ne peuvent être remplacés qu'après accord écrit de celle-ci.

Les experts du titulaire du présent appel d'offres, intervenants dans la mission, s'engagent à exécuter leurs travaux dans les règles et selon les normes et standards professionnels les plus élevés. L'INPPLC se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'équipe du Prestataire au cours de l'exécution de leur mission.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres devra pouvoir procéder au remplacement de ce membre de l'équipe, dans un délai de 15 (quinze) jours maximums à compter de la date de notification de leur refus par l'INPPLC, par un professionnel de qualification au moins égale.

ARTICLE 13 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL

En cas du changement du personnel affecté, par le prestataire, à l'exécution des prestations objet du présent marché, les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 18 du CCAG-EMO sont applicables.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le prestataire doit veiller au respect des lois et règlements en vigueur au Maroc, et s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels en vigueur. Il est tenu notamment de :

- Effectuer des déplacements sur les lieux, des visites, des contacts et des réunions sur site (siège de l'INPPLC) avec les responsables pour la collecte de l'information ;
- Apporter aux livrables et documents provisoires les modifications demandées suite aux procédures de suivi, de concertation ou d'approbation / validation ;
- Garantir qu'il est en mesure de fournir d'une façon professionnelle les prestations décrites dans le présent cahier des charges et se déclare libre de toutes restrictions légales et/ou de toutes obligations envers des tiers qui pourraient altérer, en tout ou partie, l'exécution de ses obligations ;
- S'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et les experts ayant les qualités et compétences professionnelles pour accomplir les tâches prévues dans le présent cahier des charges ;
- S'engager à garder une absolue neutralité vis à vis des tiers. Le titulaire s'abstiendra de toute relation de nature à compromettre son objectivité ;
- Être civilement et pénalement responsable de tout dommage causé à des tiers résultant de tout acte de malveillance ou de négligence grave imputable à ses experts dans l'exercice de leurs activités professionnelles relatives à l'exécution du marché découlant de cet appel d'offres ;
- Informer constamment des relations qu'il aura à entreprendre avec des tiers pour l'accomplissement des prestations, en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers sera adressé à l'INPPLC.

ARTICLE 15 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire toutes les données techniques et toute information nécessaire au bon déroulement des prestations objet du présent appel d'offres ;
- Faciliter la prise de contact avec les services de l'INPPLC et la programmation des réunions de travail ;
- Accomplir avec la célérité qui s'impose les tâches dont il aura la charge dans le cadre du présent projet ;
- Désigner un responsable projet et affecter les ressources humaines nécessaires pour accompagner le prestataire (Comité de suivi).

ARTICLE 16 : RECEPTION DES PRESTATIONS

A. RECEPTION PROVISOIRE

En application de l'article 47 du CCAG-EMO, la réception provisoire partielle sera prononcée après la réalisation des prestations de chaque phase et validation des livrables correspondants. Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux prescriptions du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception partielle ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire du marché.

B. RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, il sera procédé à la réception définitive du marché.

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie fixé à 3 mois à partir de la date de la réception provisoire partielle de la dernière phase.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Les phases n°1, 2 et 3 du présent marché constitue le corps d'état principal, par conséquent elles ne peuvent en aucun cas faire l'objet de sous-traitance.

Lorsque le prestataire envisage de recourir à la sous-traitance, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment les très petites, petites et moyennes entreprises installées au Maroc y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les autoentrepreneurs, conformément à l'article 149 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 18 : LIEU & DELAI D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées au siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption à Rabat.

Le délai d'exécution est fixé à **180 jours calendaires** à compter de la date prévue dans l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations. Ce délai ne prend pas en compte les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour la validation des livrables et rapports.

Ce délai se décompose comme suit :

- **Phase 1** : Réalisation des audits : **80 jours** ;
- **Phase 2** : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures : **60 jours** ;
- **Phase 3** : Finalisation de la mise en place du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) et accompagnement à la mise en place des recommandations : **40 jours**.

ARTICLE 19 : COMMENCEMENT DES PRESTATIONS

Le commencement de l'exécution des prestations débutera à compter de la date prévue par l'ordre de service y afférent.

Un ordre de service sera établi pour le commencement de chacune des phases du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 20 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

A- Nature des prix :

Le présent marché est à prix global.

Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales.

Le prix global couvre et rémunère l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier et ce quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix du marché sont libellés en dirhams (DH) marocain en toutes taxes comprises (T.T.C).

B- Caractère des prix :

Le prestataire est rémunéré pour sa mission sous forme de frais ayant un caractère de prix révisable. Ils doivent tenir compte des dispositions de l'article 35 du C.C.A.G-EMO.

Les prix du présent marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = PO [0,20 + 0,80 (ING / ING 0)]$$

P/PO : Etant le coefficient de révision des prix.

P : Etant le montant hors taxe révisé de la prestation considérée.

PO : Etant le montant initial hors taxe de cette même prestation.

ING 0 : Etant la valeur de l'index global ingénierie relatif à la prestation considérée au mois de la date de remise des offres.

ING : Etant la valeur du même index global du mois de la date de l'exigibilité de la révision. Le coefficient multiplicateur obtenu et applicable à Po et P/Po seront arrêtés à la quatrième décimale.

ARTICLE 21 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- **Le cautionnement provisoire** est fixé à la somme de : **Treize mille neuf cent Dirhams (13.900,00 DH)**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 paragraphe 1 du CCAG-EMO.

- **Le cautionnement définitif** est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délais maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations si le titulaire a rempli toutes les obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément à l'article 16 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 40 du CCA-EMO, la retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire délivrée par les établissements bancaires autorisés à cet effet. Elle sera libérée dans les trois mois qui suivent la date de la réception définitive, dans les conditions prescrites par l'article 16 du présent CPS.

Le plafond de la retenue de garantie est de 7% du montant initial du marché augmenté du montant des avenants. Le délai de garantie est fixé à (03) trois mois, à compter de la date du procès-verbal

de la réception provisoire. Pendant cette période de garantie, le titulaire est tenu de remédier dans un délai de dix (10) jours à toute imperfection ou anomalie qui lui est signalé par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 23 : OCTROI D'AVANCES

Dans le cas d'octroi d'avances par le maître d'ouvrage, il est fait application des dispositions du décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.

Le paiement de cette avance sera effectué après :

- La réception par le Prestataire de l'ordre de service de commencement des prestations ;
- Le dépôt d'une demande d'avance auprès du maître d'ouvrage ;
- La présentation par le Prestataire de la caution définitive ;
- La présentation par le Prestataire d'une caution personnelle et solidaire d'avance instaurée par le décret précité. Cette garantie bancaire demeurera en vigueur jusqu'à ce que le paiement d'avance ait été remboursé.
- Le remboursement du montant de l'avance sera réalisé par déduction de 20% du montant des acomptes dus au Prestataire.

Lorsque le montant des prestations réalisées par le Prestataire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées, le montant total de l'avance sera, en tout état de cause, remboursé.

En cas de résiliation du marché, quelles qu'en soit la cause, une liquidation des comptes d'avances est immédiatement effectuée sur les sommes dues au Prestataire ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire.

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des prestations sous-traitées, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au Prestataire.

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au Prestataire.

ARTICLE 24 : ASSURANCES – RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 25 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le prestataire s'acquitte des droits d'enregistrement conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 26 : MODALITES DE REGLEMENT

Les décomptes ne seront payés qu'après remise des documents dûment repris en fonction des remarques éventuelles de l'Instance et établissement du PV de réception y afférent.

Après constatation du service fait, le règlement sera effectué sur la base de décomptes provisoires en application des prix forfaitaires figurant dans la décomposition du montant global déduction faite de l'application des pénalités de retard et de la retenue de garantie prescrite à l'article 22 ci-

dessus, et ce pour chaque composante de phase terminée et approuvée par le maître d'ouvrage, au pourcentage indiqué dans le tableau suivant :

Désignation	Pourcentage
Phase 1 : Réalisation des audits	40 %
Phase 2 : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures	25 %
Phase 3 : Finalisation de la mise en place du SMSI et accompagnement à la mise en place des recommandations	35 %

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert au nom du titulaire indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Pour l'ensemble des prestations, le prestataire sera rémunéré suivant le montant de son offre toutes taxes et charges comprises.

Les décomptes doivent être arrêtés en toutes lettres, certifiés exacts et signés par le prestataire qui doit en outre rappeler l'intitulé exact de son compte courant ou bancaire (RIB).

ARTICLE 27 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard d'un pour mille (1/1000) du montant du marché modifié ou complété par les avenants intervenus et qui sera retenue d'office sur les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 29 : ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le maître d'ouvrage a la possibilité d'arrêter l'exécution du marché au terme de chacune des phases conformément à l'alinéa 2 de l'article 28 du CCAG-EMO.

Dans ce cas, le marché est automatiquement résilié et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 30 : DROIT DE PROPRIETE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit exclusif de disposer des documents et rapports de toute nature, réalisés pour son compte, par le titulaire, dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres.

Après réception, lesdits documents et rapports deviennent la propriété du maître d'ouvrage qui peut les utiliser sans aucune redevance ni restriction. Le titulaire n'a pas le droit de les commercialiser ni de les utiliser à d'autres fins sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

ARTICLE 31 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 32 du CCAG-EMO, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit : La pluie : 100 mm ; Le vent : 120 km/h ; Le séisme : 5,5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 32 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 33 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 34 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITION DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 35 : REGLEMENT DE LITIGES ET LOI APPLICABLE AU MARCHE

En cas de litige entre l'Instance et le prestataire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 53 et 54 du CCAG EMO. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente conformément à l'article 55 du CCAG EMO. La loi, qui régit le présent marché et conformément à laquelle il doit être interprété, est la loi marocaine.

Le litige est soumis aux tribunaux compétents du Maroc.

ARTICLE 36 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire du marché et son équipe sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à du maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur étude. Après leur approbation, les documents et rapports fournis par le Prestataire resteront la propriété exclusive du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage sera libre d'utiliser ces documents et rapports aux fins qu'elle jugera utiles. Le Prestataire ne pourra en aucun cas utiliser les rapports qu'il a produits dans le cadre de cette mission ou tout autre document à des fins indépendantes du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres.

Tous les documents ayant servi pour l'élaboration de l'étude doivent être restitués par le Prestataire au maître d'ouvrage.

Le prestataire doit adopter les mesures de sécurité nécessaires concernant l'usage, la conservation et l'accès de son personnel à ces données afin de respecter et de faire respecter l'obligation établie dans le présent article.

Le Prestataire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous collaborateurs et tiers intervenants.

ARTICLE 37 : RECOURS AUX EXPERTS NATIONAUX

Conformément aux dispositions de l'article 144 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le titulaire du marché issu du présent appel d'offres, non installé au Maroc, est tenu d'associer des experts nationaux à l'exécution des prestations objet du marché, sauf en cas d'indisponibilité de ces experts nationaux.

CHAPITRE 2 : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 38 : DEFINITION DE LA PRESTATION

Au titre du présent marché, le titulaire s'engage à réaliser l'étude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI)

ARTICLE 39 : OBJECTIFS

En résumé, les principaux objectifs de cette prestation pour l'INPPLC sont déclinés comme suit :

- Sécuriser son système d'information en termes de disponibilité, de confidentialité d'intégrité et de traçabilité ;
- Garantir la conformité légale et réglementaire en termes de sécurité des systèmes d'information ;
- Définir une gouvernance adaptée en matière de sécurité des systèmes d'information ;
- Identifier, maîtriser et contrôler les risques relatifs à la sécurité ;
- Assurer la conformité avec la DNSSI et la loi 05-20 relative à la cybersécurité ;
- Assurer la conformité avec la norme ISO 27001 : 2022

Pour y arriver, le prestataire devra, impérativement, réaliser les actions suivantes :

- Réaliser un audit organisationnel, environnemental et technique de la sécurité SI;
- Réaliser un diagnostic de l'existant et analyser les écarts ;
- Elaborer un plan d'action pour réduire ces écarts et se conformer à la loi 05-20 et à la norme ISO 27001 : 2022 ;
- Mettre en place un SMSI ;
- Former et sensibiliser l'ensemble des collaborateurs désignés par l'INPPLC ;
- Mettre en place les mécanismes pour le contrôle et l'amélioration continue du SMSI ;
- Réaliser et administrer un audit ISO 27001 : 2022 à blanc.

L'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra notamment produire tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des actions citées ci-dessus.

ARTICLE 40 : CONTEXTE GENERAL ET PERIMETRE DU PROJET

La transformation digitale et l'évolution technologique ont poussé l'INPPLC à s'inscrire dans un processus d'amélioration continue de la sécurité en s'alignant aux normes, aux bonnes pratiques sécurité et en mettant en place un ensemble de processus et mécanismes techniques, organisationnels et procéduraux dans l'objectif d'améliorer la sécurité des Systèmes d'information.

A. Champs du Projet

Le projet devra couvrir l'ensemble du système d'information de l'INPPLC.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres sera responsable de la production de toute la documentation (Politiques, Chartes, Guides, Procédures, ...) conformément aux exigences de la Norme ISO 27001 :2022 et couvrant l'ensemble des opérations du SMSI, aussi bien les aspects « Système de Management » que toutes les mesures de sécurité implémentées.

La mission d'accompagnement devra être réalisée sur la base des référentiels ci-dessous :

- La Norme ISO 27001 :2022 / ISO 27002 :2022 ;
- La loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- Loi 05-20 relative à la cybersécurité ;
- Directive Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DNSSI) ;
- Information Technology Infrastructure Library (ITIL).

B. Périmètre du projet

Le périmètre du projet inclut les infrastructures (serveurs, équipements de télécom et de sécurité) ainsi que les Systèmes d'information figurant dans la cartographie des SI de l'INPPLC.

Cette cartographie sera fournie par l'INPPLC au prestataire et pourra être amenée à être actualisée au cours de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Dans le cas de groupe d'équipements ou de composantes qui seraient similaires, la prestation sera basée sur un échantillonnage proprement choisi.

Le prestataire aura à sa charge toutes les tâches de gestion requise pour le projet.

ARTICLE 41 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

L'étude doit se faire selon les phases et missions suivantes :

- **Phase 1** : Réalisation des audits ;
 - **Mission 1** : Cadrage
 - **Mission 2** : Diagnostic de l'existant (Audit organisationnel, Environnemental et Physique)
 - **Mission 3** : Diagnostic de l'existant (Audit technique de la sécurité)
- **Phase 2** : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures ;
 - **Mission 4** : Etablissement des recommandations et des plans d'actions
 - **Mission 5** : Mise en place des procédures et mesures de sécurité SI
- **Phase 3** : Finalisation de la mise en place du SMSI et accompagnement à la mise en place des recommandations.
 - **Mission 6** : Classification et Gestion des risques
 - **Mission 7** : Transfert de compétences
 - **Mission 8** : Méthodologie de suivi et audit à blanc

ARTICLE 42 : DEROULEMENT DES MISSIONS

A- Phase 1 : Réalisation des audits

- Objet de la phase

Durant cette phase, le Prestataire devra réaliser les premières actions nécessaires pour la mise en place du SMSI, et procéder à l'initiation des actions conformément aux normes ISO.

Les missions de cette phase sont les suivantes :

- Cadrage du projet ;
- Diagnostic de l'existant à travers un audit organisationnel, environnemental et physique ;
- Diagnostic de l'existant à travers un audit technique de la sécurité ;

Le présent phasage est à titre indicatif, le prestataire devra présenter sa propre méthodologie, plus détaillée, qui devra contenir au minimum, ce qui suit :

❖ Mission 1 : Cadrage

Durant cette mission, le titulaire devra réaliser les éléments de cadrage nécessaires pour préparer le projet, et procéder à l'initiation de l'équipe projet à la Norme ISO.

Le titulaire aura à sa charge :

- L'élaboration du planning de réalisation des différentes phases et missions du projet avec leurs durées ainsi que les ressources affectées et , dont la validation sera assurée par l'Instance ;
- La prise de connaissance du contexte organisationnel et technique ;
- La présentation de la démarche et de la méthodologie détaillée qui sera appliquée dans le cadre du projet ;
- L'élaboration du dossier de cadrage.

❖ Mission 2 : Diagnostic de l'existant (Audit organisationnel, Environnemental et Physique)

Cette phase se déroulera en deux étapes :

ETAPE 1 : AUDIT ORGANISATIONNEL

Durant cette étape, le Prestataire devra procéder à une étude de l'existant à travers un audit organisationnel pour évaluer l'état actuel de la sécurité de l'information au sein de l'INPPLC et identifier les écarts par rapport à la DNSSI, la Loi 05-20 et la Norme ISO27001 : 2022.

L'objectif de cette étape est de réaliser une analyse préliminaire de la situation actuelle en termes de gestion de la sécurité de l'information au sein de l'INPPLC. Cette étape vise aussi à identifier le gap entre la situation actuelle et la cible (ISO 27001 : 2022/DNSSI) et permettre de planifier la mise en place des processus du SMSI.

L'audit organisationnel permettra de :

- Mesurer le niveau de maturité de la sécurité organisationnelle du SI de l'INPPLC ;
- Estimer les risques en vue de proposer les recommandations adéquates sur le plan organisationnel.

Cette analyse doit impérativement inclure les axes suivants :

- La politique de sécurité de l'information ;
- L'organisation et le dimensionnement de l'équipe de sécurité actuelle ;
- L'organisation de la sécurité de l'information ;
- La gestion des actifs ;
- La sécurité liée aux ressources humaines ;
- L'exploitation et gestion des communications ;
- L'acquisition, développement et maintenance des systèmes d'information ;
- La gestion des incidents ;
- La gestion de la continuité d'activité.

ETAPE 2 : AUDIT ENVIRONNEMENTAL ET PHYSIQUE

La démarche souhaitée lors de cette étape passera par une évaluation de l'existant et de sa conformité par rapport aux références citées au point A ci-dessus, en respectant le planning d'intervention proposé qui devrait couvrir tous les points majeurs de la sécurité environnementale et physique des installations, le mode d'accès physique du personnel et des visiteurs, les procédures d'authentification

L'attributaire du marché issu du présent appel d'offres est invité à réaliser l'audit environnemental et physique :

- Sur le siège de l'INPPLC ;
- Sur le Datacenter.

L'objectif de la mise en conformité souhaitée est d'assurer la protection du périmètre des équipements informatiques.

A ce niveau, on évoquera :

- La protection du périmètre des ressources informatiques (protection de proximité) et celle des bâtiments (protection des environs).
- La politique d'accès au siège (accès des personnes, des voitures, limitation des accès, etc.).
- La conformité des Datacenter aux normes internationales de la sécurité environnementale.
- Les écarts entre les Datacenter actuels et les normes en vigueur.
- La sécurité physique et électrique de la salle machine en particulier, par rapport à :
 - La norme de la conception de la salle (mur, plafond, porte coupe-feu, détecteur température ambiante...) ;
 - La norme de sécurité incendie et d'alarme incendie ;
 - La norme sur la climatisation et de l'humidité ;
 - La norme sur la gestion d'accès
 - Etc ...

❖ **Mission 3 : Diagnostic de l'existant (Audit technique de la sécurité)**

Lors de cette phase, l'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra prendre connaissance des particularités techniques de l'environnement à analyser à travers une compréhension de l'état actuel de l'architecture, des équipements mis en place et des applications et systèmes d'informations déployés, ainsi qu'un diagnostic préliminaire de leur paramétrage d'un point de vue sécurité.

L'audit Technique portera sur :

- Tests automatisés : Il s'agit de détecter les éventuelles failles de sécurité du système d'information et de l'infrastructure réseaux ;
- Tests d'intrusions : ces tests exigent l'implication d'un expert qui va tenter de pénétrer les systèmes à l'aide de toutes les astuces et les outils reconnus ;
- Tests et détection des failles : Le prestataire procédera à une série de tests internes et externes dans le système pour en évaluer la résistance ;
- Audit des vulnérabilités : L'audit a pour objectif de faire un état des lieux des vulnérabilités du système d'information, et des dispositifs de sécurité, en cohérence avec les pratiques et les exigences de la sécurité, en cas de besoin, le prestataire aura un accès aux codes sources pour un diagnostic approfondi ;
- Audit de la configuration ;
- Audit d'architecture ;

- **Audit de code source :** L'audit a pour objectif de faire un état des lieux des vulnérabilités liées au code source des applicatifs et modules développés en interne ou par un prestataire externe (Trois applicatifs à auditer).

L'attributaire du marché issu du présent appel d'offres doit veiller à ce que ces tests ne mettent pas en cause la continuité du service du système d'information de l'INPPLC et que les tests critiques pouvant provoquer des effets de bord, soient notifiés au chef de projet (côté de l'INPPLC) et devront être réalisés sous sa supervision, conformément à un planning préalablement établi et validé, et qui pourra concerner des horaires de non charge. Il sera de la responsabilité de l'attributaire du marché issu du présent appel d'offres de mettre en garde, de prévenir et de conseiller l'INPPLC sur les risques encourus lors de cet audit.

B- Phase 2 : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures

- Objet de la phase

Durant cette phase, l'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra procéder à l'initiation des actions conformément aux normes ISO 27 001 : 2022.

Les missions de cette phase sont les suivantes :

- Analyse des écarts et établissement d'un plan d'action ;
- Mise en place des procédures et mesures de sécurité SI.

Le présent phasage est à titre indicatif, l'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra présenter sa propre méthodologie, plus détaillée, qui devra contenir au minimum, ce qui suit :

❖ Mission 4 : Etablissement des recommandations et des plans d'actions

Lors de cette mission, l'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra procéder à l'identification des processus nécessitant une mise en conformité et/ou une amélioration ainsi que les processus de sécurité non existant qu'il faudra déployer, et élaborer l'ensemble des recommandations nécessaires découlant des résultats des missions 2 & 3.

A l'issue de cette mission, l'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra proposer un plan d'action d'amélioration permettant de corriger les écarts constatés pour l'ensemble des processus de l'INPPLC audités lors des précédentes phases, ce plan d'action devra présenter en détail ses phases, ses actions, les responsabilités, les budgets, les délais, etc.

Le prestataire devra rédiger pour le compte de l'INPPLC, les Cahiers des Prescriptions Spéciales et les Règlements des Consultations des solutions et prestations de sécurité recommandées.

❖ Mission 5 : Mise en place des procédures et mesures de sécurité SI

L'attributaire du marché issu du présent appel d'offres devra accompagner l'INPPLC dans la mise en place du SMSI conformément aux exigences de la norme ISO 27001 : 2022 et conformément à la démarche retenue et validée lors de la phase 4.

Durant cette phase, le prestataire devra proposer une méthodologie opérationnelle étape par étape, basée sur les lignes directrices d'ISO 27002 : 2022 (incluant des exemples et gabarits d'implémentation).

Les actions à mettre en œuvre par le titulaire sont les suivantes :

- Mettre en œuvre le plan d'action pour se conformer aux exigences de la Norme ISO 27 001 : 2022 ;
- L'élaboration de la politique sécurité du Système d'Information ;
- L'élaboration du guide de sécurité du Système d'Information (par profil) ;
- Charte d'utilisation des ressources informatiques ;
- Charte des administrateurs ;
- Mode opératoire des sauvegardes ;
- Plan de continuité d'activité ;
- Plan de reprise d'activité ;
- L'élaboration d'un manuel des procédures du Système d'Information intégrant :
 - Gestion des habilitations et droit d'accès ;
 - Gestion des vulnérabilités ;
 - Gestion des accès VPN ;
 - Gestion des incidents de sécurité SI ;
 - Politique de gestion des sauvegardes et de la restauration ;
 - Gestion d'accès aux systèmes informatiques ;
 - Politique de journalisation ;
 - Politique de sécurité réseau ;
 - Politique de gestion des mots de passe ;
 - Politique de protection antivirale ;
 - Politique de développement sécurisé ;
 - Politique de sécurité des postes de travail ;
 - Politique de sécurité des serveurs AD/DNS/DHCP... ;
 - Politique de sécurité des autres supports mobiles (tablettes, smartphones, etc..).

C- Phase 3 : Finalisation de la mise en place du SMSI et accompagnement à la mise en place des recommandations

- Objet de la phase

Durant cette phase, le titulaire devra accompagner l'INPPLC dans la finalisation des actions nécessaires à la mise en place du SMSI et la conformité aux exigences de la Norme ISO 27001 :2022/ISO 27002/2022.

Durant cette phase, et en se basant sur les résultats de la mission 1, le titulaire devra traiter le volet gestion des risques, ainsi qu'une stratégie de communication pour le déploiement du SMSI. Les prestations se dérouleront selon les missions suivantes, pour lesquelles le prestataire devra présenter sa propre méthodologie, plus détaillée, et qui devra contenir au minimum, ce qui suit :

❖ Mission 6 : Classification et Gestion des risques

Dans cette mission, le titulaire sera amené à élaborer la méthodologie ainsi que la cartographie des risques afin de fournir une vue complète des véritables risques liés au Système d'Information. Le prestataire est tenu à réaliser la classification des systèmes d'information de l'INPPLC selon les critères de la loi 05-20 et son décret d'application et d'accompagner les équipes de l'INPPLC dans la préparation des dossiers d'homologation des SIS (systèmes d'information sensibles).

Le titulaire sera amené à établir une étude des faiblesses, vulnérabilités et failles de sécurité du système d'informations de l'INPPLC afin d'évaluer les risques potentiels de sécurité du Système d'Information en se basant sur la norme ISO 27005 : 2022.

Cette cartographie vise à faciliter l'expression rationnelle des risques à leur juste niveau, en constituant un inventaire précis des risques et, in fine, à identifier les risques majeurs inacceptables qui remettent en cause les objectifs opérationnels des métiers.

❖ **Mission 7 : Transfert des compétences**

Durant cette mission, le titulaire devra réaliser des formations et des sessions de sensibilisation, avec des supports de formation personnalisés, adaptés à chaque catégorie de participants pour expliciter la démarche de déploiement ainsi que les rôles des différents intervenants, mais également pour la vulgarisation des concepts relatifs à la sécurité des systèmes d'information. La réalisation des guides de sécurité de l'information ainsi que la documentation de formation sont à la charge du prestataire conformément aux normes requises.

- **Formation 27001 :2022 LEAD IMPLEMENTER pour 2 personnes d'une durée de deux jours, comportant les éléments suivants :**
 - Comprendre la corrélation entre la norme ISO/CEI 27001 : 2022 et la norme ISO/CEI 27002 :2022, ainsi qu'avec d'autres normes et cadres réglementaires ;
 - Maîtriser les concepts, approches, méthodes et techniques nécessaires pour mettre en œuvre et gérer efficacement un SMSI ;
 - Savoir interpréter les exigences de la norme ISO/CEI 27001 : 2022 dans un contexte spécifique de l'organisation ;
 - Savoir accompagner une organisation dans la planification, la mise en œuvre, la gestion, la surveillance et la tenue à jour du SMSI ;
 - Acquérir l'expertise nécessaire pour conseiller une organisation sur la mise en œuvre des meilleures pratiques relatives au Système de Management de la Sécurité de l'Information.
- **Formation 27001 :2022 LEAD AUDITOR pour 2 personnes d'une durée de deux jours, comportant les éléments suivants :**
 - Expliquer les concepts et principes fondamentaux d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) basé sur ISO/IEC 27001 : 2022 ;
 - Interpréter les exigences d'ISO/IEC 27001 :2022 pour un SMSI du point de vue d'un auditeur
 - Évaluer la conformité du SMSI aux exigences d'ISO/IEC 27001 : 2022, en accord avec les concepts et principes fondamentaux d'audit ;
 - Planifier, conduire et clore un audit de conformité à ISO/IEC 27001, conformément aux exigences d'ISO/IEC 17021-1, aux lignes directrices d'ISO 19 011 et aux autres bonnes pratiques d'audit ;
 - Gérer un programme d'audit ISO/IEC 27001 : 2022 ;
- **Des sessions de sensibilisation d'une demi-journée sont prévues pour le personnel de l'INPPLC. La durée totale de ces sessions ne dépassera pas quatre jours. Elles couvriront les éléments suivants :**
 - La vulgarisation des concepts relatifs à sécurité de l'information ;
 - Le cadre réglementaire et légale ;
 - Les bonnes pratiques à mettre en place.

❖ Mission 8 : Méthodologie de suivi et audit à blanc

Le prestataire doit proposer une méthodologie de suivi opérationnel de la sécurité ainsi que les indicateurs et outils qu'il jugera pertinents. Ceci devrait notamment aboutir à la mise en place de deux tableaux de bord de la sécurité des Systèmes d'Information de l'Instance :

- 1- Un tableau de bord pour le suivi de l'implémentation du plan d'actions élaboré dans le cadre de la phase 4 du présent projet ;
- 2- Un tableau de bord sur l'état de la sécurité des systèmes d'information de l'Instance, sur la base d'un ensemble d'indicateurs et de KPI sécurité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

A la fin de cette mission, le prestataire est tenu de faire un audit ISO 27001 à blanc afin de préparer l'INPPLC à l'audit officiel.

ARTICLE 43 : LIVRABLES DE LA PRESTATION

Phase 1 : Réalisation des audits

➤ **Livrables de la mission 1 : Cadrage**

- Charte projet ;
- Planning de déroulement du projet actualisé ;
- Démarche et méthodologie du travail détaillée ;
- Dossier de cadrage.

➤ **Livrables de la mission 2 : Diagnostic de l'existant (Audit organisationnel, Environnemental et Physique)**

- Une synthèse de l'état de l'existant ;
- Les rapports d'audit organisationnel, physique et environnemental.

➤ **Livrables de la mission 3 : Diagnostic de l'existant (Audit technique de la sécurité)**

- Une synthèse de l'état de l'existant sur le volet technique ;
- Les rapports d'audit technique ;
- Les rapports d'audit de configuration ;
- Les rapports d'audit d'architecture ;
- Les rapports d'audit de code source.

Phase 2 : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures

➤ **Livrables de la mission 4 : Etablissement des recommandations et des plans d'actions**

- Synthèse de l'état de l'existant en matière de gestion de la sécurité de l'information et la cible de conformité ;
- Le Plan d'action des améliorations pour la conformité réglementaire ;
- Le Plan d'action des recommandations pour la mise en place du SMSI ;
- Les cahiers des prescriptions spéciales et les règlements de consultations des solutions ou prestations de sécurité recommandées pour au moins 4 projets.

➤ **Livrables de la mission 5 : Mise en place des procédures et mesures de sécurité SI**

- Document de gouvernance du SMSI (Politique, Domaine d'application, Gouvernance, Indicateurs de sécurité) ;
- Manuel sécurité du SMSI (manuel des procédures, politiques, chartes, guide de sécurité, mode opératoire de sauvegarde, plan de reprise d'activité ...) .

Phase 3 : Finalisation de la mise en place du SMSI et accompagnement à la mise en place des recommandations

➤ **Livrables de la mission 6 : Classification et gestion des risques**

- Méthodologie d'appréciation des risques ;
- Cartographie des risques ;
- Document de Classification des données ;
- Support de restitution des risques.

➤ **Livrables de la mission 7 : Transfert des compétences**

- Support de sensibilisation ;
- Supports de formation.

➤ **Livrables de la mission 8 : Méthodologie de suivi et audit à blanc**

- Méthodologie de suivi opérationnel ;
- Les deux tableaux de bord ;
- Rapport d'audit ISO 27001 : 2022 à blanc.

Les livrables doivent également être fournis en version électronique exploitable.

A noter que la production de toute la documentation est à la charge du Prestataire.

ARTICLE 44 : BORDEREAUX DES PRIX

Les bordereaux du prix global et la décomposition du montant global sont définis dans les modèles ci-après :

-BORDEREAU DU PRIX GLOBAL-

Appel d'offres n° 03/2024

Objet : Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI), en lot unique.

Prix N°	DESIGNATION DE LA PRESTATION	Prix Forfaitaire DH HT
1	Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI)	
TOTAL HT		
TVA (20%)		
TOTAL TTC		

Fait à Le

(Signature et cachet du concurrent)

-DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL-

Appel d'offres n° 03/2024

Objet : Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI) en lot unique.

Prix n°	Désignation	Quantité Forfaitaire	Prix unitaire (en dirhams) HT	Montant total HT
1	<u>Phase1</u> : Réalisation des audits (40%)	Forfait		
2	<u>Phase2</u> : Elaboration du plan d'action et mise en place des procédures (25%)	Forfait		
3	<u>Phase3</u> : Finalisation de la mise en place du SMSI et accompagnement à la mise en place des recommandations (35%)	Forfait		
MONTANT TOTAL HT				
TVA 20%				
MONTANT TOTAL TTC				

Fait à..... Le

(Signature et cachet du concurrent)

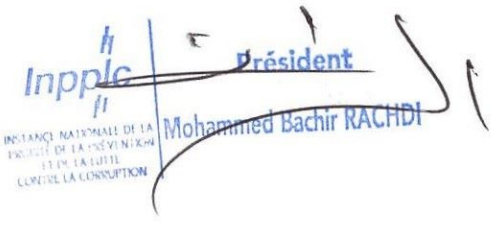
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 03/2024

Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI) en lot unique.

Imputation budgétaire : 1212.055.000.106.00.20.31

<p><u>Cachet et signature de l'INPPLC</u> (Maitre d'ouvrage)</p>  <p>The stamp of the Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) is visible, along with the signature of the President, Mohammed Bachir RACHDI.</p>	<p><u>Signature du concurrent</u> (Lu et accepté manuscrite)</p>
---	---